

## Congrès AFSP Aix 2015

### ST15: Quelle économie politique pour quelle « crise » ?

Fabien Escalona

ATER à Sciences Po Grenoble, collaborateur scientifique au Cevipol (ULB)  
fabien.escalona@umrpacte.fr

\*

### La famille sociale-démocrate européenne face à la crise du capitalisme dans sa phase néolibérale

Cette communication a pour objectif de présenter les résultats d'un ouvrage collectif portant sur la trajectoire de la social-démocratie européenne depuis la grande crise de 2008, ainsi que de réfléchir aux conditions de dialogue possible entre sciences politique et économique. Elle répond donc de deux façons à l'appel à communication de cette section thématique : d'une part en signalant une publication internationale sur initiative francophone<sup>1</sup> qui traite directement de « la crise » et ses conséquences, d'autre part en prenant position sur le type d' « économie politique » qui pourrait se développer davantage dans notre discipline.

#### 1) *Le « silence » de la science politique française sur la crise, à partir du cas social-démocrate*

Si la science politique en France a été discrète sur la crise, la même tendance s'observe dans le champ de recherche qui est le mien, à savoir l'étude du Parti socialiste (PS) français et de la social-démocratie européenne. Nombreux sont les travaux consacrés à la sociologie des militants et des élites socialistes, aux logiques de leurs interactions au sein de l'appareil, à l'insertion du parti dans les institutions de la Vème République et à son éventuelle européanisation. En revanche, les chercheurs semblent fuir toute exploration poussée de ce que font les évolutions économiques au PS, et de ce que le PS fait en retour aux politiques macroéconomiques. Les publications à ce sujet proviennent principalement d'auteurs étrangers, d'historiens et d'économistes, ou remontent à des temps bien lointains<sup>2</sup>. Le constat est encore plus accablant lorsqu'on élargit l'examen au traitement de la social-démocratie en tant que famille politique<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> David J. Bailey, Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona et Mathieu Vieira (dir.), *European social democracy during the global economic crisis*, Manchester, Manchester University Press, 2014. [Noté ensuite *ESDGEC*]

<sup>2</sup> Frédéric Lordon, « The logic and limits of désinflation compétitive », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 14, n°1, 1998, pp. 96-113; Ben Clift, *French Socialism in a Global Era: The Political Economy of the New Social Democracy in France*, Londres, Continuum, 2003 ; Mathieu Fulla, « Le Parti socialiste face à la question économique. Une histoire économique du politique (1945-1981) », Thèse d'histoire contemporaine, IEP de Paris, 2012 ; Bruno Amable *et al.*, « L'économie politique du néolibéralisme. Les cas de la France et de l'Italie », *Cahiers du Cepremap*, n°26, Paris, Editions Rue d'Ulm, 2012. Parmi les publications anciennes, relevons l'ouvrage collectif entre chercheurs de France et d'Amérique du Nord : Stanley Hoffmann et George Ross (dir.), *L'expérience Mitterrand*, Paris, PUF, 1988.

<sup>3</sup> Là encore, en langue française les publications sont plutôt anciennes, comme celle d'Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989 ; ou celle, en fait traduite de l'allemand, de Fritz Scharpf, *La social-démocratie européenne face à la crise*, Paris Economica, 1990. Plus récemment, la Fondation Jean Jaurès a publié un ouvrage collectif intitulé *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, sous la direction d'Alain Bergounioux et Daniel Cohen (Paris, Fayard, 2012), avec une forte dimension historique plutôt que politiste. Les travaux en langue anglaise sont plus nombreux et publiés par des maisons académiques prestigieuses (cf. Ashley Lavelle, *The Death of Social Democracy*, Aldershot, Ashgate, 2008; David Bailey, *The*

Les phénomènes économiques, rebutant par leur technicité ou envisagés comme un arrière-plan négligeable de la vie partisane, semblent ainsi subir le même sort que les idées, davantage intégrées dans l'analyse par les spécialistes des politiques publiques que par ceux des partis, beaucoup plus à l'aise avec les logiques d'intérêts et d'institutions qu'avec les facteurs idéels, considérés comme secondaires et/ou difficiles à opérationnaliser. On imagine ce qu'il en est des idées économiques, dont des chercheurs anglophones ont pourtant bien montré l'importance dans l'apparition ou la destruction de paradigmes économiques cruciaux pour la mise en œuvre réussie de politiques sociale-démocrates<sup>4</sup>.

C'est en effet une des conséquences les plus dommageables de cette distance des spécialistes des partis vis-à-vis de l'économie, que d'appauvrir les explications possibles de l'orientation normative des partis sociaux-démocrates, de leurs choix une fois au pouvoir, de leur « crise » si souvent diagnostiquée. Par défaut, des phénomènes tels que « la mondialisation », « l'intégration européenne » ou « la conjoncture » sont alors invoqués, sans être réellement questionnés ni intégrés à une grille de lecture fondée en théorie. Or, cela serait par exemple nécessaire pour comprendre les similarités et les différences entre la désinflation compétitive des années Mitterrand, le « réalisme de gauche » des années Jospin et le « socialisme de l'offre » des années Hollande, trois moments où les processus de « professionnalisation » et de « désidéologisation » (souvent mobilisés pour expliquer les difficultés du PS) n'étaient pas avancés de la même manière.

En somme, nous pourrions reformuler le regret exprimé par Wolfgang Streeck à propos de l'ouvrage posthume de Peter Mair sur la perte de représentativité des partis de gouvernement, en affirmant qu'il manque une « économie politique » aux spécialistes français des partis sociaux-démocrates<sup>5</sup>. C'est ce manque que nous avons souhaité commencer à combler, modestement, avec l'organisation d'un colloque à Bruxelles qui a débouché sur un ouvrage collectif à Manchester University Press. Au passage, l'organisation de ce colloque et notre stratégie de publication illustrent on ne peut mieux la portion congrue de l'économie politique dans la littérature en français sur les partis : les noms d'intervenants qui nous sont venus spontanément à l'esprit étaient la plupart du temps étrangers, tandis qu'il nous a paru naturellement plus opportun de démarcher une maison d'édition anglophone.

## **2) *L'exemple d'un travail sur la crise et d'une réflexion pluridisciplinaire : European social democracy during the global economic crisis***

Le livre a pour objet la réponse de la social-démocratie ouest-européenne à la crise systémique à l'œuvre depuis 2007-08, qu'il entend documenter mais dont il cherche aussi à résoudre le paradoxe. D'un côté, la social-démocratie a été (temporairement) vue comme le véhicule « naturel » d'une réponse hétérodoxe à la crise d'un modèle néolibéral qui avait justement défait les conceptions sociale-démocrates trois décennies auparavant. D'un autre côté, ces attentes ont été régulièrement déçues, que ce soit en termes d'attractivité électorale ou de politiques publiques. La mise en évidence de ce paradoxe pourrait paraître naïve au regard des renoncements doctrinaux passés de la social-démocratie, mais l'interrogation est moins candide qu'il n'y paraît. Premièrement, une grande partie de la rhétorique « pro-business » de la Troisième Voie prenait appui sur l'absence supposée d'alternative possible dans le cadre de la globalisation existante<sup>6</sup>. Or, la grande crise de 2008 offrait précisément une fenêtre d'opportunité inédite pour renverser cette logique, qui pouvait d'ailleurs être

---

*Political Economy of European Social Democracy*, Londres, Routledge, 2009; David Austen-Smith *et al.* (dir.), *Selected Works of Michael Wallerstein, The Political Economy of Inequality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008).

<sup>4</sup> Voir notamment Peter Hall (dir.), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1991; Mark Blyth, *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press 2002. On notera, pour être tout à fait juste, la synthèse proposée par Patrick Fridenson, « Les gauches et l'économie », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 585-599.

<sup>5</sup> Wolfgang Streeck, « The politics of exit », *New Left Review*, n°88, juillet-août 2014, pp. 121-129.

<sup>6</sup> Matthew Watson et Colin Hay, « The discourse of globalisation and the logic of no alternative: rendering the contingent necessary in the political economy of New Labour », *Policy and Politics*, vol.31, n°3, 2003, pp. 289-305.

dans l'intérêt des sociaux-démocrates pour ne pas être associé à un ordre productif en décomposition manifeste. Deuxièmement, bien que les réponses sociale-démocrates à la Grande Dépression des années 1930 aient été assez conventionnelles dans un premier temps, elles ont ensuite intégré de nouvelles idées et conceptions de l'économie (planistes, proto-keynésiennes), que ce soit dans l'opposition ou au pouvoir<sup>7</sup>. Troisièmement, le discours social-démocrate a effectivement évolué dans certains cas, avec par exemple un tournant « écolo-keynésien » au niveau européen, ou des promesses assez forte au niveau national (en France, la volonté de renégocier le traité « Merkozy », de traiter le danger systémique représenté par les grandes banques universelles, ou de mettre en œuvre une grande réforme fiscale pour plus de progressivité). L'exercice du pouvoir a pu constituer un *stress test* de ces constructions discursives.

L'identification de ce paradoxe, tout comme l'appréciation des réponses sociale-démocrates, implique inévitablement *une caractérisation minimale* de ce qu'est cette crise à l'œuvre depuis 2008, par-delà ses manifestations chiffrées (évolution du PIB, des comptes publics, des taux de chômage et de pauvreté...). La prémisse de ce travail collectif exige donc le recours à un vocabulaire et à des références économiques, et par conséquent *un choix* dans les interprétations faites de la crise au sein d'une autre discipline. Bien que les contributeurs des cas les plus empiriques n'aient pas été strictement liés par ce choix, ce dernier consiste à considérer la crise sinon comme une crise du capitalisme, en tout cas comme une crise du capitalisme dans sa configuration néolibérale (mondialisation productive et financière, croissance tirée par la dette, déformation du partage de la valeur ajoutée aux dépens des salariés ordinaires, extension de la logique concurrentielle et déclin de la part discrétionnaire des politiques économiques). Aucun remède ordinaire n'étant efficace pour restaurer les équilibres rompus depuis 2008, la résolution de la crise exige de passer d'une « régulation chaotique » à *une autre configuration*, sans préjuger de sa nature<sup>8</sup>. On a donc affaire à une « grande crise » de type structurel plutôt qu'à une « petite crise » de type conjoncturel. De ce point de vue, la « résilience »<sup>9</sup> des idées néolibérales ne signifie que celles-ci soient durablement performantes dans la protection des intérêts sociaux qu'elles privilégient.

L'accumulation des études de cas sur les partis nationaux et le Parti des socialistes européens (PSE) montre assez clairement que la social-démocratie n'a pas su définir, plus de six ans après la crise, un paradigme économique alternatif au néolibéralisme, et ceci *malgré la volonté de se démarquer de ce dernier*. Faute de mieux, les sociaux-démocrates sont restés des agents finalement peu innovants et peu entreprenants au sein de la « régulation chaotique » en cours. S'ils restent aptes à profiter des erreurs de leurs adversaires, ils apparaissent dans l'incapacité de proposer une articulation originale entre un nouvel ordre productif et les besoins sociaux existants. Les raisons sont loin d'être épuisées par les facteurs domestiques et européens soulevés par deux parties de notre ouvrage. Elles relèvent ultimement de l'économie politique de la social-démocratie, telle qu'elle a évolué depuis son émergence comme mouvement « anti-système » jusqu'à son inclusion au club des grands partis de gouvernement.

### 2.1. Facteurs domestiques et européens

Les études de cas par pays sont utiles pour prendre en compte les facteurs domestiques qui influent sur les réponses sociale-démocrates à la crise. La sélection des cas a obéi à un principe de diversité, en termes de situation géographique, de modes de régulation et d'États sociaux (libéraux, coordonnés de façon conservatrice ou sociale-démocrate), d'appartenance ou non à la zone euro, de relations entre le parti et le mouvement syndical, de type de système partisan...

---

<sup>7</sup> Mario Telo, *Le New Deal européen. La pensée et la politique sociale-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 1988.

<sup>8</sup> Andrew Gamble, *The Spectre at the Feast: Capitalist Crisis and the Politics of Recession*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009 ; Michel Husson, « Le néolibéralisme, stade suprême ? », *Actuel Marx*, n°51, 2012, pp. 86-101.

<sup>9</sup> Vivien Schmidt et Mark Thatcher (dir.), *Resilient Liberalism in Europe's Political Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Les partis socialistes en Grèce et en Espagne sont ceux pour qui les conséquences de la crise ont été les plus lourdes<sup>10</sup>. Dans leur cas, la conjoncture politique autant que la position subalterne de leur pays dans la zone euro ont été dévastatrices. Dans ces deux Etats dits périphériques de l'eurozone, les gouvernements qui furent les premiers à être blâmés pour l'austérité étaient dirigés par des socialistes. Si les deux gouvernements mirent trop de temps à réagir face à la dégradation de leur situation, celui du PASOK eut en outre le malheur d'accepter des sacrifices sociaux drastiques sans réellement mettre un terme à une évasion fiscale massive. Sa descente aux enfers électorale fut d'autant plus brutale que ses « clientèles » figuraient parmi les principales victimes de l'austérité, et que la situation de crise a révélé une structure partisane trop lâche (propre aux défections) et un profil idéologique trop vague (impropre à interpréter / résister à un tel choc). En Espagne, la crise du PSOE a aussi été amplifiée par des facteurs internes au parti, notamment l'absence de force de rappel vis-à-vis d'un Premier ministre très autonome par rapport à sa base et ayant péché par excès de confiance (réaction tardive, absence d'explication de l'action menée, poursuite d'une politique de soutien à l'immobilier et à la dévolution qui s'est révélée contradictoire avec les impératifs de diversification de l'économie et de contrôle des dépenses publiques, etc.). Dans les deux pays enfin, un mode de scrutin proportionnel a permis que les pertes en voix et l'émergence de nouvelles forces contestatrices se traduisent plus directement de l'arène électorale vers l'arène parlementaire-gouvernementale.

Dans les cas britannique et français, les partis travailliste et socialiste sont au contraire aidés par des modes de scrutin qui ont tendance à « fermer » la compétition politique, en élevant les coûts d'entrée pour les nouveaux compétiteurs. Cela n'a pas empêché le *Labour* de porter le blâme de la situation économique médiocre et d'être défait en 2010, mais sa place sauvegardée dans le système partisan, ainsi que l'obligation pour les Conservateurs de nouer une coalition, ont sans doute dissuadé les élites travaillistes d'opérer un véritable *aggiornamento* idéologique, comme cela fut le cas face à la prédominance des Conservateurs à partir des années 1980. Le néo-travaillisme a ainsi été « enterré vivant » par Ed Miliband<sup>11</sup>, ce qui pourrait d'ailleurs constituer un des motifs de son échec récent aux élections de 2015. Dans le cas français, la bipolarité du système partisan et la domination du pôle de gauche par le PS ont fait de ce dernier le bénéficiaire du rejet de Nicolas Sarkozy par les Français. L'austérité modérée pratiquée par ce dernier pendant son mandat, de même que l'atonie du mouvement social (le premier phénomène n'étant pas étranger au second), ont joué dans la continuité orthodoxe des politiques économiques menées sous François Hollande. Celles-ci sont tout à fait conformes au « consensus de Bruxelles » (consolidation budgétaire et réformes structurelles), qu'il avait égratigné en rhétorique pendant la campagne mais qui est globalement accepté par le parti depuis au moins le fameux « tournant de la rigueur » de 1983. Si le PS en a payé le prix lors des élections intermédiaires tenues depuis 2012, l'effet protecteur des institutions de la Vème République est toujours là, qui aide ce parti à rester dominant dans son camp et à rester la seule alternative crédible à la droite, contrairement à un FN plus puissant au premier tour mais trop isolé pour triompher au second. A ces éléments externes expliquant la réponse socialiste française à la crise, Christophe Bouillaud ajoute dans le livre des facteurs internes, ayant notamment traité la sociologie des soutiens du PS<sup>12</sup>. Ce dernier a en effet de plus en plus ses zones de forces électorales dans les territoires « gagnants » de la mondialisation, tandis que lors des primaires pour la présidentielle, ses sympathisants et ses militants ont privilégié (par conviction et/ou légitimisme) des candidats issue de la tendance « modernisatrice » du parti, acquise à l'adaptation à la compétition économique globale et à la discipline monétaire inspirée par l'Allemagne.

Dans ce dernier pays, le SPD est pris dans un paradoxe : alors que le soutien de l'opinion envers l'Etat social est fort, les performances de ce dernier sont liées dans l'esprit collectif au succès à l'exportation des produits allemands, gagé sur une forte rigueur budgétaire et salariale en interne. Or, le soutien du SPD aux secteurs exportateurs est historiquement ancien, tandis que les réformes

---

<sup>10</sup> Paul Kennedy, "Back to the drawing board : the PSOE after the 2011 general election", in *ESDGEC*, pp. 176-192; Dimitri Sotiropoulos, "Triumph and collapse: PASOK in the wake of the crisis in Greece (2009-13)", in *ESDGEC*, pp. 193-212.

<sup>11</sup> Fabien Escalona, « Le Labour, du néo-travaillisme au parti d'Ed Miliband », *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, février 2014.

<sup>12</sup> Christophe Bouillaud, "The French Socialist Party (2008-13): not revolutionaries, not luminaries, just normal guys amidst the tempest", in *ESDGEC*, pp. 153-175.

Schröder ont renforcé le consensus national autour d'un modèle exportateur non coopératif. Le problème est que les conservateurs s'attribuent aujourd'hui les succès de ce modèle, alors que les réformes Schröder ont coûté aux sociaux-démocrates une fraction importante de leurs soutiens populaires. De leur côté, les classes moyennes sont devenues méfiantes envers une éventuelle expansion de l'Etat social à leurs dépens, et le sont aussi d'une éventuelle plus grande solidarité européenne, un autre dossier sur lequel les sociaux-démocrates auraient pu se distinguer de la droite.

On touche là à un paradoxe de plus grande échelle mis en évidence dans le livre. Alors que la définition du programme européen anti-crise des sociaux-démocrates a été l'occasion d'un saut qualitatif en termes de coordination et de qualité des idées avancées, sa réalisation dans les faits s'est révélée tout aussi pauvre que par le passé<sup>13</sup>. Cela résulte en partie du caractère minoritaire des gouvernements sociaux-démocrates dans l'ensemble des pays membres de l'UE, mais aussi de l'impotence et de l'isolation des élites sociale-démocrates proprement européennes par rapport à leurs homologues nationales, sur lesquelles elles n'ont guère de poids. La coopération que les premières ont le loisir de nouer au Parlement européen ou au PSE contraste avec la compétition que les secondes doivent assumer dans un espace européen construit sur le primat de la concurrence économique entre Etats, et dans un espace national où elles sont responsables devant les citoyens. Dans cette configuration, les sociaux-démocrates allemands n'ont aucune incitation à proposer un « désarmement unilatéral » du *Modell Deutschland*. De façon plus générale, les liens entre le PSE et les autres partis traduisent l'ambivalence du système politique européen, où le pouvoir et l'autorité sont fortement dispersés. Le PSE a beau avoir avancé sur le plan programmatique pendant la crise, il ne dispose aucunement des capacités de coercition qu'un « centre » partisan pourrait avoir sur ses branches affiliées. La fonction discursive de l'UE pour les gouvernants sociaux-démocrates s'en trouve déconstruite. Le niveau européen pouvait en effet leur servir à déplacer le blâme du manque de résultats, tout autant qu'à maintenir la foi de leurs électeurs dans les solutions de centre-gauche. La crédibilité de cette dialectique étant amoindrie, les sociaux-démocrates pourraient être forcés à un choix entre conserver uniquement la stratégie de déplacement du blâme (au risque d'un tournant nationaliste en contradiction avec l'ethos des élites sociale-démocrates), ou renoncer à promouvoir des solutions socioéconomiques de centre-gauche (au risque d'une indifférenciation croissante avec leurs adversaires)<sup>14</sup>.

Au final, les études de cas de l'ouvrage illustrent comment les réponses politiques d'une famille partisane à une crise économique sont médiatisées par la sociologie et le modèle organisationnel des partis concernés, la nature des systèmes partisans et les cadres institutionnels des Etats ou de l'UE. Dans ce dernier cas, la crise a permis de mesurer l'écart flagrant entre le « souhaitable social-démocrate » à ce niveau et le « possible institutionnel » permis par son régime politique. Autant d'objets classiques de la science politique, dont le traitement par cette dernière peut contribuer aux réflexions des économistes. Ceci dit, une réflexion plus intégrée entre les thèmes des deux disciplines est rendue nécessaire. De fait, il est flagrant que la diversité des configurations nationales n'empêche pas qu'un motif assez homogène apparaisse : celui d'une confusion idéologique accompagnée d'un déclin électoral plus ou moins marqué, et surtout l'absence de mise en œuvre de politiques alternatives au néolibéralisme. De plus, l'éventuelle contrainte européenne (qui n'est pas la même pour tous les pays, puisque tous n'appartiennent pas à une zone euro par ailleurs fort hétérogène) ne peut pas être convoquée comme cause ultime : les sociaux-démocrates ont eux-mêmes été partie prenante de l'élaboration de ce cadre. Il faut par conséquent s'interroger à un niveau plus systémique, en liant la nature et l'évolution de l'économie politique de la social-démocratie à sa trajectoire dans les systèmes politiques européens.

## 2.2. L'économie politique de la social-démocratie

Pour Magnus Ryner, l'absence de réponse sociale-démocrate innovante découle du suivisme de la « Troisième Voie » des années 1990 par rapport à un modèle américain de croissance qui n'était pas

---

<sup>13</sup> Michael Holmes et Simon Lightfoot, "Limits of Consensus? The Party of European Socialists and the financial crisis", in *ESDGEC*, pp. 215-232; Gerassimos Moschonas, "Reforming Europe, renewing social democracy? The PES, the debt crisis and the Euro-parties", in *ESDGEC*, pp. 252-269.

<sup>14</sup> David Bailey, "Palliating terminal social democratic decline at the EU level?", in *ESDGEC*, pp. 233-251.

reproductible dans les frontières de l'UE, ne serait-ce qu'en l'absence d'une monnaie hégémonique comme le dollar<sup>15</sup>. Plus fondamentalement selon nous, ce conformisme des sociaux-démocrates n'est en fait que le reflet de leurs contradictions depuis la fin de l'ère fordo-keynésienne, qui s'était avérée particulièrement adaptée à un projet où promotion des intérêts populaires, élargissement de l'Etat social et défense de l'intérêt national se conjuguèrent. La crise des années 1970 a sonné le glas de cette configuration, en raison de trois développements majeurs : (1) la réalisation de la prophétie kaleckienne selon laquelle une longue période de plein emploi aboutit à un violent conflit de répartition entre salariés et employeurs/propriétaires ; (2) la fin d'une adéquation inédite mais provisoire entre les secteurs sur lesquels se portait la demande de la majorité sociale et ceux dans lesquels il était le plus rentable d'investir pour les acteurs capitalistes ; (3) le retour des tendances à la stagnation des économies capitalistes matures<sup>16</sup>. La social-démocratie a alors noué deux « pactes faustiens » : sa conversion à l'intégration européenne puis son engouement envers l'économie de la connaissance. Si le keynésianisme échouait à l'intérieur des frontières nationales, alors il fallait le restaurer à l'échelle continentale ; si les secteurs typiques de l'ère fordiste étaient essouffés, alors il fallait privilégier de nouveaux secteurs de haute technologie, prometteurs de hauts niveaux de productivité. Dans chaque cas, cela devait permettre de libérer une nouvelle vague de croissance, qui fournirait à son tour la base matérielle d'un nouveau compromis entre capital et travail. Ces croyances mettent en lumière des invariants de la pensée sociale-démocrate (le productivisme, la répulsion au conflit lorsque son coût s'élève), et se sont payées par un renforcement de la configuration néolibérale du capitalisme.

D'une part, la social-démocratie a achevé son ralliement au projet européen alors que la logique de l'intégration négative (les dispositifs qui règlent, assurent et pérennisent la mise en concurrence des systèmes socio-productifs européens) l'emportait sur la logique de l'intégration positive (les harmonisations encadrant cette compétition et s'imposant aux acteurs privés)<sup>17</sup>. Peut-être confiants dans la possibilité de corriger les défauts de l'espace européen une fois celui-ci construit, les sociaux-démocrates ont participé à cette construction dont les fondations minaient en réalité la possibilité d'un « euro-keynésianisme ». La logique de l'UE n'est en effet pas celle de l'affrontement partisan dont ils auraient besoin pour faire valoir leur différence et échapper à un consensus qui, *par défaut mais par construction institutionnelle*, se révèle anti-social-démocrate. De fait, l'UE est caractérisée par l'absence de véritables partis européens et par la faiblesse des liens entre l'arène gouvernementale (celle de la prise de décision) et l'arène parlementaire et électorale (celle à laquelle sont invités à participer les citoyens européens). Sa construction est aussi marquée par un arrachement de pans entiers des politiques économiques à la souveraineté des Etats et des peuples, et par l'orientation « pro-marché » imprimée à ces mêmes politiques<sup>18</sup>. Or, la social-démocratie a pour spécificité d'avoir été une famille en pointe dans la défense de la « primauté du politique » sur les forces du marché et les grands intérêts privés. Parmi les façons d'assurer cette primauté, elle a privilégié la voie démocratique. Son soutien actuel à une UE marquée par la « primauté de la concurrence » et la soustraction partielle des processus de décision aux « passions démocratiques », est donc non seulement coûteux sur le plan identitaire, mais aussi sur un plan stratégique, dans la mesure où une alternative au néolibéralisme en crise exigerait moins de loyauté à l'institution<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup> Magnus Ryner, "Why the financial crisis has not generated a social democratic alternative in Europe?", in *ESDGE*, pp. 60-76.

<sup>16</sup> Andrew Glyn, "Social democracy and full employment", *New Left Review*, n°211, 1995, pp. 33-55 ; Michel Husson, "Années 1970 : les leçons d'une crise", in Gérard Duménil et Dominique Lévy (dir.), *Crise et renouveau du capitalisme*, Laval, PUL, 2002 ; Alan Freeman, "What causes booms?", Papier pour la *Joint conference AHE, IIPPE, FAPE*, Paris, 5-7 juillet 2012.

<sup>17</sup> Fritz Scharpf, *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999 ; Paul Magette, *Le régime politique de l'Union Européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

<sup>18</sup> Cela est particulièrement visible dans le cas de la monnaie unique, remplissant très bien sa fonction de stabilité monétaire pour la communauté financière, mais très mal celle de la cohésion sociale des populations de la zone euro, sous l'égide d'une banque centrale disposant d'un degré d'autonomie inédit dans le monde.

<sup>19</sup> Andras Aust, "From Eurokeynesianism to the Third Way: the PES and European employment policies", in Giuliano Bonoli et Martin Powell (dir.), *Social Democratic Party Policies in Contemporary Europe*, Londres, Routledge, 2004, pp. 180-196.

D'autre part, les sociaux-démocrates n'ont pas cherché à explorer les potentialités non marchandes de l'économie de la connaissance, et ont avalisé en son nom une « stratégie de Lisbonne » truffée de recommandations néolibérales, et pourtant adoptée par un Conseil européen dominé par les sociaux-démocrates<sup>20</sup>. De nombreux leaders ont ainsi plaidé pour une politique économique tournée vers l'innovation et les productions de haute valeur ajoutée, selon une logique en trois temps : (1) La protection sociale et les institutions publiques devraient être adaptées pour mieux doter les individus et les entreprises participant à la compétition pour le savoir et l'innovation ; (2) Etre en bonne position dans cette compétition permettrait en effet de créer beaucoup plus de richesses que dans les secteurs traditionnels de l'industrie et des services ; (3) La croissance qui en découlerait pourrait ensuite être utilisée pour réaliser les objectifs sociaux-démocrates de plein emploi et d'inclusion sociale. Cette version sociale-démocrate de la théorie du 'trickle-down' relevait d'une naïve conception schumpétérienne de l'économie, reposant elle-même sur la foi envers le haut potentiel de croissance attribué aux NTIC. Cette croyance en une nouvelle phase longue d'expansion grâce à la « connaissance » était une illusion, qui a détourné les sociaux-démocrates de la nécessité d'une critique cohérente du néolibéralisme. Celle-ci serait d'autant plus délicate que l'économie de la connaissance « réellement existante » a été incorporée à une configuration du capitalisme *non compatible* avec le progrès social que les sociaux-démocrates affirmaient favoriser. D'un côté, la connaissance a été de plus en plus asservie par la sphère marchande au moyen de l'extension de la propriété intellectuelle privée. De l'autre, les NTIC ont été exploitées dans la stricte mesure où elles permettaient de renforcer la flexibilité de la main d'œuvre et la domination du pouvoir actionnarial. Ainsi, la connaissance et les NTIC ont jusqu'à présent été réduites à des « actifs stratégiques » destinés à être appropriés et mis au service de la gouvernance d'entreprise dominée par la finance<sup>21</sup>.

Or, depuis l'éclatement de la crise, l'action et la réflexion sociale-démocrates sont restées confinées à l'intérieur de ces deux « paris », malgré la volonté de se démarquer d'un paradigme économique en crise. Le contenu des propositions de la social-démocratie au niveau européen pourrait en effet se résumer à la promotion d'une intégration communautaire approfondie et d'une sorte d'« euro-keynésianisme vert ». L'objectif est de relancer la croissance et l'emploi grâce à un plan coordonné d'investissements, écologiques si possible, et financés par une taxe sur les transactions financières et des « eurobonds ». Le projet post-crise du PSE reflète donc à la fois une prise de distance vis-à-vis de l'austérité et une prise en compte des thèmes écologistes. Pour autant, il reste pris dans les rets des « pactes faustiens » noués dans le passé. En effet, il repose toujours sur une vision productiviste du progrès, sans inclure de remise en cause significative du cœur de l'ordre néolibéral. Les euro-bonds n'empêcheraient pas la spéculation sur les portions de dette non mutualisées et requerraient un 'saut fédéral' improbable. De plus, l'UE resterait dépendante des marchés de capitaux internationaux pour financer ses biens publics. Par ailleurs, les mesures demandées de régulation des marchés financiers ne remettraient pas en cause leur efficacité supposée dans l'allocation des ressources.

La social-démocratie peine à fournir des solutions s'attaquant aux racines profondes de la crise. Selon les économistes de l'école de la Régulation, celles-ci sont à trouver dans la « re-marchandisation du travail » et la « privatisation des décisions de crédit ». Les (post-)keynésiens expliquent pour leur part qu'une réponse efficace à la « Grande stagnation » serait un système capable de générer durablement des revenus et une demande globale stables. D'où des propositions pour socialiser les institutions financières, redistribuer du pouvoir aux salariés, encadrer les taux de changes et la circulation des capitaux. Des interprétations marxistes de la crise estiment enfin que le néolibéralisme fut une réponse à la tendance à la stagnation des économies occidentales, et que la politique de progrès humain à inventer devrait donc dépasser *aussi* le keynésianisme<sup>22</sup>. A l'échelle de l'UE, un tel

---

<sup>20</sup> Bruno Amable, Lilas Demmou et Ivan Ledezma, "The Lisbon strategy and structural reforms in Europe", *Transfer: European Review of Labour and Research*, vol. 15, n°1, 2009, pp. 33-52.

<sup>21</sup> Olivier Weinstein, *Pouvoir, finance et connaissance. Les transformations de l'entreprise capitaliste entre XXe et XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte, 2010.

<sup>22</sup> Robert Boyer, *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica, 2011 ; Thomas Palley, *From Financial Crisis to Stagnation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012 ; John B. Foster et Robert McChesney, 'Listen keynesians, it's the system! Response to Palley', *Monthly Review*, vol. 61, n°11, 2010. Selon cette dernière vision, le compromis social d'après-guerre, la crise des années 1970 et l'avènement du néolibéralisme constituent une séquence logique, dont les unités sont indissociables. Cette séquence a abouti à la

programme rentrerait évidemment en contradiction avec des dispositions institutionnelles que les sociaux-démocrates n'entendent pas modifier. Plus profondément encore, il entrerait en contradiction avec l'évolution de la social-démocratie comme *agent politique*.

George Ross rappelle dans le livre comment les sociaux-démocrates ont perdu le lien précieux avec les contre-mouvements de la société auxquels ils ont dû leur naissance, et qui recherchent, sous des formes changeantes, protection et émancipation par rapport au « désencastrement » social des relations économiques<sup>23</sup>. Entrés dans le club des grands partis de gouvernement « professionnalisés » et « cartellisés »<sup>24</sup>, les sociaux-démocrates occupent désormais une place différente dans le schéma polanyien. Les élites contemporaines de ce mouvement sont de plus en plus intégrées à l'État et à la classe politique, au sein desquels elles essaient de gérer tant bien que mal un système où les relations sociales sont assujetties au projet de marché global. Dit autrement, les intérêts et les réseaux sociétaux de ces élites, tout comme la culture et la structure de leurs partis, sont appropriés à la gestion de l'ordre socio-politique existant avec les cadres formés à cette tâche. Ils sont en revanche inappropriés à une éventuelle contestation externe de cet ordre.

Pour comprendre comment l'économie politique de la social-démocratie est pour l'instant restée « anachronique » par rapport au caractère structurel de la crise en cours, il faut donc considérer *ensemble* les trajectoires historiques de cette famille de partis et du capitalisme, en s'intéressant aux combinaisons d'idées, d'institutions et d'intérêts qu'ils ont déployées. Cette approche intégrée permet d'interpréter les réponses sociale-démocrates à la crise bien mieux qu'en restant au seul niveau des organisations partisans ou au contraire en se focalisant sur les contraintes extérieures qui pèsent sur elles. Les liens entre les stades du « cycle de vie »<sup>25</sup> de la social-démocratie et les configurations du capitalisme sont des liens d'interaction, qui légitiment donc pleinement un dialogue entre science politique et économie politique.

### ***3) Quel dialogue entre sciences politique et économique ? Plaidoyer pour une rencontre avec les hétérodoxes***

Pour autant, cette communication n'entend pas se contenter d'une ode convenue à l'interdisciplinarité. En fonction des objets et des traditions de recherche, les dialogues les plus stimulants sont selon à attendre entre *certaines* approches, plutôt qu'à partir d'une épiphanie générale des deux disciplines. La nature des références économiques listée ci-dessus atteste de ce biais assumé. En ce qui nous concerne, nous envisageons les partis comme des organisations issues de conflits structuraux (les « clivages » identifiés par Stein Rokkan), dont les trajectoires de long terme (séculaire pour la social-démocratie) se prêtent à une réflexion de type institutionnaliste historique, qui pousse à identifier des sentiers de dépendance (eux-mêmes confortés par des mécanismes de reproduction de l'ordre institutionnel) mais aussi des points de bifurcation (lors de « phases critiques » où la contingence des luttes interne et externe se fait d'autant plus cruciale). Or, ce type d'approche s'accorde particulièrement avec les courants hétérodoxes de la discipline économique (postkeynésiens, régulationnistes, néo-marxistes) sur lesquels nous nous appuyons dans notre ouvrage collectif. Leurs objets, mais aussi l'ontologie du social, la conception du temps et l'intérêt pour les institutions qui les caractérisent, apparaissent comme autant d'affinités électives avec la science politique que nous pratiquons.

Premièrement, les approches hétérodoxes *traitent*, tout simplement, des objets qui nous semblent importants à mobiliser dans l'arrière-plan explicatif de la crise contemporaine de la social-démocratie. Par exemple, la nature et les évolutions du capitalisme ou de l'économie-monde, la distinction des

---

constitution d'énormes masses de capitaux fictifs toujours en attente de rémunération. Les sociaux-démocrates ne souhaitent ni leur dévalorisation massive ni la création artificielle de nouvelles bulles financières. Pour éviter que l'économie réelle ne rémunère ces capitaux à travers une austérité de plus en plus violente, ils en appellent donc au « retour de la croissance ». Cependant, une expansion durable comparable au boom de l'après-guerre semble improbable à ce stade.

<sup>23</sup> George Ross, "Social democracy and social movements from crisis to crisis", in *ESDGEC*, pp. 42-59.

<sup>24</sup> Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso Books, 2013.

<sup>25</sup> Magnus N. Pedersen, "Towards a New Typology of Party Lifespans and Minor Parties", *Scandinavian Political Studies*, vol.5, n°1, 1982, pp. 1-16.



différentes phases de leur trajectoire historique, sont des questions pour le moins délaissées par la science économique orthodoxe, et ceci par construction sinon par principe. En effet, la logique néoclassique affirme que le libre jeu de l'offre et la demande émanant d'agents économiques rationnels aboutit à l'équilibre (l'allocation optimale des ressources), l'inverse provenant de chocs exogènes et devant être considéré comme un état d'exception avant « retour à la normale ».

Deuxièmement, les postulats d'individualisme méthodologique, de rationalité absolue et de naturalité des mécanismes de marché qui soutiennent cette conception, ne peuvent que mener à considérer comme des dimensions auxiliaires de l'analyse les rapports de puissance, les institutions et les effets du temps. Or, comme Marc Lavoie l'a montré, les présupposés du paradigme rassemblant les écoles hétérodoxes s'opposent un à un à ceux des néoclassiques. En particulier, les conceptions hétérodoxes se fondent sur une vision holiste de la société, le caractère limité attribué à la rationalité des acteurs, ainsi que sur l'historicité reconnue des marchés et l'instabilité structurelle qui les caractérise. Par conséquent, les économistes porteurs de ces conceptions considèrent que « les institutions ont leur vie propre », et mettent en avant les « normes » et les « conventions » forgées par les hommes au cours d'interactions sociales, que ces chercheurs n'hésitent pas à présenter comme des « relations de pouvoir » le plus souvent asymétriques<sup>26</sup>. Ils s'inscrivent ainsi dans une économie « politique, institutionnaliste et historique »<sup>27</sup>, ayant pour objet spécifique le processus de répartition du « surplus social »<sup>28</sup>. Or, ceci est particulièrement compatible avec l'ancrage théorique, mentionné plus haut, dans la sociologie et l'institutionnalisme historique. De fait, sans minimiser les controverses scientifiques et normatives entre postkeynésiens, héritiers du marxisme et régulationnistes<sup>29</sup>, leur ontologie du social et leur conception du temps rejoignent clairement celles de ces approches.

La vision de l'essence du social des hétérodoxes est en effet conflictuelle, au sens où les phénomènes économiques sont compris comme le résultat de la modération ou de l'exaspération de luttes inhérentes à toute société, chaque acteur ou groupe d'acteurs cherchant à accroître sa puissance relative par rapport aux autres. Elle fait donc écho à la vision qui sous-tend notamment la théorie des clivages politiques, puisque celle-ci envisage les conflits comme une modalité essentielle des interactions sociales, en privilégiant parmi eux ceux qui font l'objet d'une structuration et d'une accommodation dans des « arènes d'autorité » (jusqu'à présent les Etats-nations)<sup>30</sup>. Si la notion de luttes de classes dans le paradigme marxiste parle d'elle-même, celle de « rapport salarial » renvoie au même type d'ontologie pour l'Ecole de la Régulation. Quant au rapport des postkeynésiens à l'essence conflictuelle du social, il apparaît moins évident même si on peut remarquer qu'une des fondatrices de cette école, Joan Robinson, fondait son analyse de l'instabilité du capitalisme sur les rivalités d'intérêts entre groupes sociaux, immanentes selon elle à un système fondé sur la séparation entre travail et propriété<sup>31</sup>.

La spécificité de cette dernière école, parce qu'elle est une pièce maîtresse de leur approche, reste néanmoins leur conception historique et dynamique du temps : parce qu'il « n'est pas réversible, [...] les équilibres de longue période n'existent pas indépendamment du sentier parcouru » auquel il faut donc accorder son attention. La parenté avec le marxisme décrit par Duménil et Lévy est frappante, puisque ces deux économistes assument de considérer leur paradigme comme un « *institutionnalisme* » tout autant qu'un « *évolutionnisme*, par le rôle qu'y jou[e] la dépendance vis-à-vis des itinéraires empruntés »<sup>32</sup>. Elle l'est aussi s'agissant de la Régulation, dans la mesure où celle-ci a pour objet d'étude privilégié la dynamique du capitalisme dans ses différents « régimes d'accumulation » ou « configurations ». L'irréversibilité et la logique cumulative du temps historique

---

<sup>26</sup> Marc Lavoie, *L'économie postkeynésienne*, Paris, Editions La Découverte, 2004, pp. 7-16.

<sup>27</sup> Frédéric Lordon, « Métaphysique des luttes », in Frédéric Lordon (dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de Science Po, 2008, p. 44.

<sup>28</sup> Frédéric S. Lee, « Etre ou ne pas être hétérodoxe : réponse argumentée aux détracteurs de l'hétérodoxie », *Revue française de socio-économie*, n°8, 2nd semestre 2011, pp. 123-144.

<sup>29</sup> Pour une présentation de ces écoles, voir Marc Lavoie, *op.cit.* ; Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, Editions La Découverte, 2003 ; Robert Boyer et Yves Saillard (dir.), *Théorie de la Régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002.

<sup>30</sup> Stefano Bartolini, « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée* 2005, pp. 12-14.

<sup>31</sup> Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis, « L'économie hérétique de Joan Robinson », *L'Economie politique*, n°7, juillet 2000.

<sup>32</sup> Gérard Duménil et Dominique Lévy, *op.cit.*, p. 10. Les termes sont soulignés par les auteurs.

sont bien présentes dans une approche qui distingue les « petites crises » d'un régime, qui sont autant de signes de contradictions endogènes résolues provisoirement au sein du régime, et la « grande crise » qui finit par en résulter et mettre à bas le régime lui-même.

En somme, nous pensons que les courants les plus historicistes, institutionnalistes et sociologiques des deux disciplines ont tout intérêt à croiser leurs agendas de recherche. Le livre que nous avons présenté n'est qu'une ébauche dans ce sens, ne rassemblant (malgré nos efforts) que des politistes. Cela s'inscrit dans le projet dessiné par Frédéric Lordon de faire de la « coexistence des puissances » la question centrale d'une économie politique du capitalisme. Dans ce cadre, il est considéré que « les états sociaux sont les compositions plus ou moins stabilisées, et partant plus ou moins durables, [d'] efforts antagonistes, coulés dans des structures qui avantagent les uns et défavorisent les autres, structures elles-mêmes sans cesse travaillées par les puissances en lutte pour les retordre à leur profit »<sup>33</sup>. Le fait que des objets économiques soient étudiés à partir de cette vision est secondaire par rapport au degré de généralité sous lequel elle se présente, et qui peut réunir différentes questions de recherches issues des sciences sociales.

---

<sup>33</sup> Frédéric Lordon, « Qu'est-ce qu'une économie politique hétérodoxe ? », in Frédéric Lordon (dir.), *op.cit.*, p. 317.